

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 24/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ROSSI**

80 CHEMIN de BEAUCHAMP  
84170 Monteux

Références : D-00160-2025/LRAR N°1A 214 953 2478 5  
Code AIOT : 0006400546

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement ROSSI implanté 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROSSI
- 80 ZI de Beauchamp 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006400546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROSSI, dont le siège social est situé au 80 Chemin de Beauchamp 84 170 MONTEUX, exploite une installation de recyclage et récupération de déchets ferreux et non ferreux, ainsi qu'un centre VHU et broyeur agréé.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 3532, 2712-2, 2713-1, 2717-2, 2718-1, 2790-1-b, 2791-1 et de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2-b, et 2712-1-b de la

nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 03 avril 2002 modifié.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD
- Valeur d'émissions poussières et effluents aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	MTD 23_Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.IX	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 7_Respect des normes de surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.IV.2.b	Sans objet
2	MTD 8_Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.IV.1	Sans objet
4	MTD 27_Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2.I	Sans objet
5	Valeurs d'émissions atmosphériques canalisées de poussières	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2.III	Sans objet
6	Valeurs limites des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 18.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son dossier de réexamen du 08/08/2019 et dans ses compléments au dossier de réexamen transmis en date du 09 et 24 juin 2021, l'exploitant avait déclaré ne pas être en conformité avec l'ensemble des meilleurs techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets applicables à ses installations. Il avait alors recensé les actions correctives à mettre en place au plus tard à l'échéance réglementaire du 17/08/2022. La présente visite a consisté à vérifier les suites données aux engagements pris par l'exploitant visant à mettre en conformité ses installations.

Il ressort de la présente visite que l'exploitant a respecté ses engagements de mettre en conformité

ses installations vis-à-vis des meilleures techniques disponibles pour le traitement de ses déchets. Pour autant, l'exploitant doit **compléter son bilan énergétique conformément au point de contrôle n°3**.

Par ailleurs, la visite d'inspection a permis de vérifier le niveau d'émission de poussières et les valeurs limites de rejets d'eau. Pour ce dernier point, l'exploitant doit **fournir un plan des réseaux d'eau et justifier de l'exutoire final (et modalité de traitement) de chaque réseau (eaux pluviales, eaux usées et eaux de process)**.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD 7\_Respect des normes de surveillance des rejets dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.IV.2.b	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des effluents aqueux	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
[...]	
b) L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées remplir ces critères.	
<b>Paramètre</b>	<b>Norme(s)</b>
Composés organohalogénés adsorbables (AOX, code SANDRE : 1106)	NF EN ISO 9562
Benzène, toluène, éthylbenzène, xylène (BTX, code SANDRE : 5918)	NF EN ISO 15680
Demande chimique en oxygène (DCO, code SANDRE : 1314)	NF T 90-101 (1)
Cyanure libre (CN, code SANDRE : 1084)	Normes EN génériques NF EN ISO 14403-1 ou -2
Indice hydrocarbure (code SANDRE : 7007)	NF EN ISO 9377-2
Arsenic (As, code SANDRE : 1369), cadmium (Cd, code SANDRE : 1388), chrome (Cr, code SANDRE : 1389), cuivre (Cu, code SANDRE : 1392), nickel (Ni, code SANDRE : 1386), plomb (Pb, code SANDRE : 1382), zinc (Zn, code SANDRE : 1383)	Normes EN génériques NF EN ISO 11885, NF EN ISO 17294-2 ou NF EN ISO 15586
Manganèse (Mn, code SANDRE : 1394)	
Chrome hexavalent (Cr(VI), code SANDRE : 1371)	NF EN ISO 10304-3, NF EN ISO 23913
Mercure (code SANDRE : 1387)	NF EN ISO 17852, NF EN ISO 12846
PFOA (code SANDRE : 5347) / PFOS (code SANDRE : 6561)	ISO 25101
Indice phénol (code SANDRE : 1440)	NF EN ISO 14402
Azote total (N tot, code SANDRE : 1551)	NF EN 12260, NF EN ISO 11905-1
Carbone Organique Total (COT, code SANDRE : 1841)	NF EN 1484
Phosphore total (P tot, code SANDRE : 1350)	NF EN ISO 15681-1 et 2, NF EN ISO 6878, NF EN ISO 11885
Matières en suspension totales (MEST, code SANDRE : 1305)	NF EN 872 (2)
(1) Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/L, la norme ISO 15705 est utilisable. (2) En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.	
<b>Constats :</b>	
Dans son dossier de réexamen du 08/08/2019 et ses compléments en date du 09 et 24 juin 2021,	

l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre pour mettre ses installations en conformité avec la meilleure technique disponible n°7 (MTD).

Cette mise en conformité consiste à « intégrer des substances à surveiller selon le procédé de traitement des déchets de l'installation ». En effet, l'exploitant doit intégrer, dans ses analyses des effluents aqueux, les substances suivantes : As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, indice phénol.

En séance, l'exploitant a présenté (et transmis par mail) le dernier rapport d'analyse du mois de décembre 2024 réalisé par le laboratoire eurofins sur les eaux de rejet du bac séparateur (rapport d'analyse n°AR-24-XE-188772-01 du 30/12/2024 (prélèvement du 05/12/2024). Dans ce rapport, les substances susmentionnées ont bien été analysées :

- indice phénol : <0,01 mg/l).
- Arsenic (As) : < 5µ/l
- Plomb (Pb) : 158 µ/l
- Cadmium (Cd) : 2,8µ/l
- Zinc (Zn) : 1110µ/l
- Cuivre (Cu) : 71µ/l
- Nickel (Ni) : 36,7µ/l
- Chrome (Cr) : <5µ/l
- Mercure (Hg): 0,07µ/l

Post inspection, ces valeurs ont été comparées aux valeurs limites de concentration imposées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'exploitant est conforme pour les substances analysées supra.

Par ailleurs, par sondage, les normes utilisées pour l'analyse de l'indice phénol (NF EN ISO 14402), du cuivre et du plomb (NF EN ISO 17294-2) ont été vérifiées. Elles correspondent à l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux MTD (annexe 2.IV.2.b).

Sur le terrain, l'inspection a pu visualiser le point de prélèvement présent pour l'analyse des rejets aqueux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : MTD 8\_Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.IV.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.

Paramètre	Norme(s)
Retardateurs de flamme bromés	Pas de norme EN
CFC	Pas de norme EN
PCB de type dioxine	NF EN 1948 -1, -2 et -4 (1)

21 février 2020

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 10 sur 143

Paramètre	Norme(s)
Poussières	NF EN 13284-1
HCl	NF EN 1911
HF	NF X 43-304
Hg	NF EN 13211
H <sub>2</sub> S	Pas de norme EN
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V)	NF EN 14385
NH <sub>3</sub>	NF X 43-303 NF X 43-321
Concentration d'odeurs	NF EN 13725
PCDD/F	NF EN 1948 -1, -2 et -3 (1)
COVT	NF EN 12619

[...]

#### Constats :

Dans son dossier de réexamen du 08/08/2019 et ses compléments en date du 09 et 24 juin 2021, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre pour mettre ses installations en conformité avec la meilleure technique disponible n°8 (MTD).

Cette mise en conformité consiste à « intégrer des substances à surveiller selon le procédé de traitement des déchets de l'installation ». En effet, l'exploitant doit intégrer, dans ses analyses des effluents gazeux, les COVT.

Il est à noter que l'analyse du paramètre HF n'est pas imposé puisque l'exploitant ne broie pas les D3E froids.

En séance, l'exploitant a présenté les deux derniers rapports d'analyse des effluents gazeux en date du 23/02/2024 (rapport d'analyse n°100267181-002) et 12/09/2024 (rapport d'analyse n°134419434-001) réalisés par le laboratoire APAVE. Il a été constaté le rajout du paramètre COVT avec les mesures réglementaires des poussières (respectivement 0,87 mg/m<sup>3</sup> et 14,8 mg/m<sup>3</sup>. Nota : il n'y a pas de VLE dans l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux MTD).

Sur le terrain, l'inspection a pu visualiser le point de prélèvement présent sur la cheminée d'évacuation des rejets gazeux.

Type de suites proposées : Sans suite

### N° 3 : MTD 23\_Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1.IX
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none"><li>• permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;</li><li>• déterminant des indicateurs de performance annuelle ;</li><li>• prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.</li></ul> L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.
<b>Constats :</b>  Dans son dossier de réexamen du 08/08/2019 et ses compléments en date du 09 et 24 juin 2021, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre pour mettre ses installations en conformité avec la meilleure technique disponible n°23 (MTD). Cette mise en conformité consiste à « mettre en place un plan d'efficacité énergétique ».  En séance, l'exploitant a présenté un document intitulé « PLAN D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE » (document n°ENR 21 A créé en juin 2022 et mis à jour en janvier 2025) qui est un tableau recensant par activités les sources de consommations, les mesures de prévention en place et les axes d'amélioration avec des délais de réalisation.  Après vérification, ce tableau correspond à un état des lieux. Or, la prescription précise que le plan d'efficacité énergétique permet notamment de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets, de déterminer des indicateurs de performance annuelle et de prévoir des objectifs d'amélioration périodique. Ce tableau ne présente donc pas tous ces éléments.  Toutefois l'exploitant a indiqué saisir ses consommations énergétiques dans un autre tableau de suivi. Ce tableau n'a pas été présenté en séance.  Par ailleurs, l'inspection a pu constater en séance que des mesures de prévention inscrites dans le tableau correspondent à « l'esprit » du plan susmentionné tel que : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'installation de LED pour l'éclairage de la zone VHU, des bâtiments, des vestiaires,</li><li>• l'installation de capteurs crépusculaires sur l'ensemble de l'extérieur du site.</li></ul> Cependant, l'absence de quantification de ces aménagements mis en place ne permet pas de déterminer si une baisse de consommation électrique est avérée. Aussi, il conviendrait que l'exploitant mette en place un suivi de la consommation énergétique en lien avec l'identification de ses aménagements réalisés ou à réaliser.

De même, aucun indicateur de performance annuelle n'a été mis en place. L'exploitant s'interroge sur le type d'indicateur possible à évaluer. Il a prévu d'échanger sur ces indicateurs lors de la prochaine réunion avec les acteurs de la profession.

Enfin, aucun bilan énergétique annuel n'a été présenté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit **compléter son plan d'efficacité énergétique** en :

- définissant et calculant la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi qu'en d'identifiant les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique et qui doivent faire l'objet de procédures de suivi,
- déterminant des indicateurs de performance annuelle,
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.

L'exploitant doit également **prévoir un bilan énergétique annuel** conformément à l'annexe 3.IX de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : MTD 27\_Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant met en place un plan de gestion des déflagrations, comprenant un programme de réduction des déflagrations visant à déterminer les sources possibles de déflagration et à mettre en œuvre des mesures pour éviter les déflagrations, un relevé des incidents de déflagrations, des mesures prises pour y remédier et des connaissances relatives à la déflagration, ainsi qu'un protocole des mesures à prendre pour remédier aux incidents de déflagrations.

L'installation est équipée de moyens de protection contre les effets d'une surpression, ou d'un broyage à vitesse réduite en amont du broyeur principal.

L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur.

**Constats :**

Dans son dossier de réexamen du 08/08/2019 et ses compléments en date du 09 et 24 juin 2021, l'exploitant avait identifié une action à mettre œuvre pour mettre ses installations en conformité avec la meilleure technique disponible n°27 (MTD).

Cette mise en conformité consiste à « mettre en place un plan de gestion des déflagrations ».

En séance, l'exploitant a présenté un document intitulé « PLAN DE DÉFLAGRATION » (document n°FORM 22 A créé en juin 2022 et mis à jour en juin 2022) qui est un tableau recensant par installations les dysfonctionnements possibles et les mesures de prévention mise en place avec de délais de réalisation.



Onze installations ont été recensées et elles ont toutes fait l'objet de mesures de prévention au 17/06/2022. Par sondage, l'inspection a contrôlé les mesures suivantes :

1. Mise en place d'un mode opératoire sur le fonctionnement du broyeur. La consigne n°72 A validée le 12/10/2020 a été présentée en séance avec un paragraphe sur les actions à mener en cas de surpression.
2. Installations de plusieurs trappes avec bavettes en caoutchouc pour atténuer l'impact des surpressions du broyeur. Sur le terrain, l'inspection a pu voir une de ces trappes et son activation en salle de commande.
3. Installation au niveau du broyeur d'un mur anti-bruit qui absorbe l'impact des surpressions. Sur le terrain, l'inspection a pu voir ce mur.

De plus, l'installation est équipée, en amont du broyeur, d'un pré-broyeur permettant de neutraliser certains déchets inaptes au broyeur. Cet équipement est donc moyen de protection contre les effets d'une surpression.

Enfin, l'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge puisqu'il dispose d'une porte d'éjection permettant d'évacuer tout déchet non adapté au broyage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Valeurs d'émissions atmosphériques canalisées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2.III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveau d'émission (MTD 25)

##### **Prescription contrôlée :**

Émissions canalisées de poussières : 2 - 5 mg/Nm<sup>3</sup>  
(valeur haute de 10 mg/Nm<sup>3</sup> lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable)

Tableau 6.3

Niveau d'émission associé à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du traitement mécanique des déchets

Paramètre	Unité	NEA-MTD (Moyenne sur la période d'échantillonnage)
Poussières	mg/Nm <sup>3</sup>	2-5 (39)
(39) Lorsqu'un filtre « à manche » n'est pas applicable, la valeur haute de la fourchette est de 10 mg/Nm <sup>3</sup> .		

##### **Constats :**

L'exploitant a présenté en séance les deux derniers rapports d'analyse des effluents gazeux en date du 23/02/2024 (rapport d'analyse n°100267181-002) et 12/09/2024 (rapport d'analyse n°134419434-001) réalisé par le laboratoire APAVE.

Les concentrations en poussières sont respectivement de 0,6 mg/m<sup>3</sup> et de 0,65 mg/m<sup>3</sup>. Ces valeurs respectent la valeur limite d'émissions imposée dans l'annexe 3.2.III de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux MTD, à savoir 10 mg/Nm<sup>3</sup> (l'exploitant ne dispose pas d'un filtre en tissu).

Par ailleurs, l'exploitant respecte la fréquence de surveillance imposée par l'annexe susvisée qui est semestrielle).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Valeurs limites des rejets d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/04/2002, article 18.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux résiduaires STEP

**Prescription contrôlée :**

[...], les eaux résiduaires,[...], sont acheminées et traitées à la station d'épuration communale de MONTEUX et doivent respecter sans dilution les valeurs limites suivantes :

- PH 5,5 - 8,5 ( 9,5 en cas de neutralisation chimique)
- Matières en suspension (NFT 90-105) 600 mg/l
- DCO (sur effluent brut) (NFT 90-101) 2000 mg/l
- DBO5 (sur effluent brut) (NFT 90-103) 800 mg/l
- Hydrocarbures (NFT 90-114) 10 mg/l

[...]

**Constats :**

L'exploitant a précisé que cet article de l'arrêté préfectoral n'est pas correct puisque les eaux industrielles ne sont pas traitées en station d'épuration communale de Monteux (STEP de Monteux). Le traitement est in-situ.

Seuls les sanitaires sont raccordés à la STEP de Monteux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit **transmettre un plan du réseau avec une justification du traitement de chaque effluent liquide** (eaux pluviales, eaux sanitaires et eaux industrielles).

**Type de suites proposées :** Sans suite